

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELKEM SILICONES FRANCE SAS

9 rue Specia
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-25-192-CC
Code AIOT : 0006103727

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement ELKEM SILICONES FRANCE SAS implanté 1 et 55, rue des Frères Perret 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELKEM SILICONES FRANCE SAS
- 1 et 55, rue des Frères Perret 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103727
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Elkem Silicones France appartient au groupe Elkem. La production de Elkem Silicones France est

répartie sur ses sites industriels situés à Roussillon (38) et Saint-Fons (69). Le site de Saint-Fons est divisé en deux secteurs: le secteur nord (8 ha) et le secteur sud (18 ha). Les silicones y sont produits sous de nombreuses formes, à partir notamment de matières premières issues du site de production de Elkem Silicones de Roussillon. Le site est réglementé du point de vue de la législation des installations classées, par l'arrêté préfectoral cadre d'autorisation d'exploiter du 28 mars 1994 modifié. Il est soumis à autorisation avec un statut Seveso seuil haut; il est également soumis à la directive IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 3 | Système d'extinction automatique | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article VI.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46 | Sans objet |
| 2 | Analyse de risques. | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7, 2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport concerne le Porté A Connaissance (PAC) de l'exploitant relatif à la " *Modification de la zone LMA (Le Magasin Automatique) dans le cadre de la mise en conformité vis-à-vis des AM 24/09/2020* ", transmis par courrier DBO/MD/24046 du 26 Novembre 2024.

L'examen du PAC, ainsi que les constats de l'inspection effectués au cours de cette visite concluent :

- Les volumes d'activités relevant des rubriques de la nomenclature ICPE sont soit identiques, soit diminuées ;
- Les distances d'effets thermiques et toxiques de fumées en cas d'incendie, demeurent circonscrites à l'intérieur des limites de l'établissement.

En synthèse, aucune des thématiques abordées au cours de la présente visite d'inspection n'aboutit à la conclusion que les modifications présentées par le PAC LMA sont substantielles au regard de la réglementation applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46 |
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative |
| Prescription contrôlée : |

II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'objet de la présente fiche de constat, est de clarifier la situation, en ce qui concerne l'évolution des volumes d'activité induites par le Porté A Connaissance (PAC) de l'exploitant " *Modification de la zone LMA (Le Magasin Automatique) dans le cadre de la mise en conformité vis-à-vis des AM 24/09/2020* ", transmis par courrier DBO/MD/24046 du 26 Novembre 2024.

Rubrique 2662 :

Lors du recensement SEVESO III, le sous-secteur S16 était autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2019, à stocker 5000 m³ de polymères classés sous la rubrique 2662. Suite à la parution du Décret n° 2020-1169 du 24/09/20 modifiant la nomenclature des ICPE et notamment la rubrique 1510, l'exploitant a demandé au préfet le bénéfice des droits acquis au titre de cette rubrique. Au total, 3000 m³ de polymères étant stockés dans des bâtiments classés 1510 dans le sous-secteur S16. La nouvelle méthodologie de classement au titre de la rubrique 1510 au sens du décret précité, excluant le double classement des produits combustibles (2662 et 1510), les 3000 m³ de polymères stockés dans les bâtiments classés 1510, ont été retirés du classement au titre de la rubrique 2662, celle-ci passant de 5000 m³ à 2000 m³. Parmi ces 3000 m³ de polymères stockés dans des bâtiments classés 1510, le bâtiment 55 dit LMA, en accueillait 1100 m³. La destruction du bâtiment 55 dit LMA; objet du présent PAC ; nécessite de classer à nouveau ces polymères au titre de la rubrique 2662. Par conséquent, le volume d'activité au titre de la rubrique 2662 pour le sous-secteur S16 passe à 2000 m³ + 1100 m³ = 3100 m³, désormais stockés sur les parcs extérieurs 55c, 54 et 510. A noter que cette augmentation du volume d'activité au titre de la rubrique 2662, n'est qu'une conséquence de la suppression d'un bâtiment, elle ne correspond pas à une augmentation physique des quantités de polymères stockés.

Rubrique 1510 :

La destruction du bâtiment 55 dit LMA, qui était classé au titre de la rubrique 1510, fait diminuer de 17000 m³ le volume d'activité au titre de cette rubrique.

Rubrique 1436 :

Les produits classés 1436, qui étaient stockés sur le parc 45i qui est supprimé dans le cadre du projet objet du PAC, seront stockés sur le nouveau parc 55i. A noter également que les parcs 045 et 54 qui stockaient également des produits classés 1436, n'en stockeront plus à l'issue du projet objet du PAC. Le parc 45i ayant une capacité maximale de stockage de 210 m³, la rubrique 1436 est limitée à cette capacité pour l'ensemble du sous-secteur S16. Ainsi, la quantité de produit classé 1436 pour le sous-secteur S16 diminue de 180 m³.

Rubriques 4150, 4330, 4331, 4510 et 4511 :

Pour toutes les autres rubriques du sous-secteur S16, concernant le stockage de produits classés au titre des rubriques susnommées, le résultat du PAC est nul, ces stockages n'étant soit pas impactés, soit transférés d'un parc à un autre, toujours situés au sein du même sous-secteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse de risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7, 2

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de risques.

Prescription contrôlée :

L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Constats :

Suite à une demande de compléments de la part de l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats de la modélisation des effets thermiques, en cas d'incendie du stockage de Liquides Combustibles (LC) du parc de stockage 55c. La représentation cartographique des effets thermiques, ne permettant pas de s'assurer de l'absence d'effets dominos internes, l'inspection a demandé à l'exploitant de la justifier.

L'exploitant a indiqué en séance, que la distance d'éloignement du stockage de LC étant réglementairement de 10 m et la distance des effets thermiques de 8 kW/m² (Seuil des effets dominos) issus de la modélisation grâce à l'outil Flumilog étant de 5 m, il n'y a pas d'effets dominos en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article VI.2

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique

Prescription contrôlée :

V. - L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis à l'article VI-I du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles d'aide mutuelle ou conventions et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies à l'article VI-1 du présent arrêté.

Les pompes, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers. Cette prescription n'est pas applicable pour chacun des cas suivants :

- lorsqu'un équipement peut être sollicité à distance par du personnel de l'exploitant formé à sa manœuvre ;
- lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées ;
- lorsque la présence de l'équipement dans la cellule de liquides inflammables à l'origine de l'incendie est justifiée du fait de sa conception et de sa fonction vis-à-vis de la lutte contre cet incendie.

Constats :

L'inspection a abordé au cours de sa visite, la stratégie de défense incendie du parc de stockage 55c, celui-ci étant le plus grand du projet présenté par le PAC. Selon la fiche de Situation Tactique (SITAC) qui est encore en cours de finalisation, le parc de stockage 55c présente une surface de 3160 m². Le taux d'application est de 5l /m²/min, défini selon l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 3/10/10. Le top mousse est donné à T+25' et l'extinction est à T+45'. Les émulseurs nécessaires sont apportés par les véhicules de la PIPS, un FTE qui dispose d'une capacité suffisante et deux VMR qui nécessitent l'apport d'une quantité complémentaire d'émulseurs, par d'autres véhicules (autre VMR et CCE). Les moyens en eaux d'extinction sont apportés par les réseaux et Poteaux Incendie (PI) suivants :

| Véhicule | Réseau Basse Pression (BP) ou Haute Pression (HP) | N° PI | Débit (m ³ /h) |
|----------|---|-------|---------------------------|
| VMR1 | HP | 11649 | 349,2 |
| FTE | BP | 11637 | 221,2 |
| VMR2 | BP | 11641 | 349,2 |

L'exploitant justifie la suffisance des moyens en eaux d'extinction, par les capacités débits

maximums suivants des réseaux :

- BP: 1000 m³/h
- HP: 2X700 m³/h

L'inspection constate que selon les chiffres de l'exploitant, les réseaux BP et HP présentent des débits maximums suffisants, pour répondre au scénario d'extinction de l'incendie du parc de stockage 55c. En revanche en l'état, rien ne permet de s'assurer que les PI retenus par le scénario de la fiche SITAC, permettent chacun d'apporter le débit indiqué ; notamment lors de leur utilisation en simultané ; compte tenu des pertes de charge du réseau. Afin de répondre à cette question, des mesures de débits de chaque PI en dynamique sont nécessaires. En ce qui concerne les deux PI du réseau BP, un essai en simultané sera également nécessaire, afin de justifier de la suffisance de leur capacité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier que la suffisance des débits en dynamique et le cas échéant en simultané, des Poteaux Incendie retenus dans la fiche SITAC relative à l'extinction du parc de stockage 55c.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois